



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## Compte rendu

Réunion du 12/01/2021

### GEIST Plénier Visioconférence

#### Liste des organisateurs et intervenants :

Prénom Nom	Structure
Laurence THUILLIER	Cerema Centre-Est
Frédéric BERLIOZ	Cerema Centre-Est
Virginie BILLON	Cerema Centre-Est
Samuel BUSSON	Cerema Méditerranée
Paul VERNY	Cerema Méditerranée
Cécile BERNARD	Région Auvergne-Rhône-Alpes
Nicolas BOUSSELIN	Région Auvergne-Rhône-Alpes
David SOUVESTRE	Région Auvergne-Rhône-Alpes
Alain MARTINET	Région Auvergne-Rhône-Alpes
Carole EVELLIN-MONTAGNE	DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Marc MICHAUD	DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Olivier RICHARD	DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Nathalie GAUVIN	DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Mathieu BOURBOULON	Vinci-ASF

Matin : 42 connexions

Après midi : 36 connexions



#### Cerema Centre-Est

Département Construction Aménagement Projet - 46, rue Saint-Théobald - BP 128 - 38081 L'ISLE D'ABEAU CEDEX - +33 (0)4 74 27 51 51

Siège social : Cité des mobilités - 25, avenue François Mitterrand - CS 92 803 - F-69674 Bron Cedex - Tél : +33 (0)4 72 14 30 30

Établissement public - Siret Siret - TVA Intracommunautaire : FR 94 130018310 - [www.cerema.fr](http://www.cerema.fr)



## 1 - Plan des séquences

Introduction de la Région et de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes  
Le plan de relance de l'État « France Relance » / DREAL AURA  
L'appel à projet Biodiversité Ordinaire / Région AURA  
La séquence ERC / DREAL AURA  
Les guides du Cerema

La Trame noire et la pollution lumineuse / Cerema Méditerranée  
La cartographie régionale des collisions faune sauvage / Cerema  
Point d'information 2020/2021 et les besoins des gestionnaires / Cerema

## 2 - Introduction

La journée est introduite par Cécile Bernard, Responsable du Service Programmation et Études de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, et Carole Évellin-Montagne, Responsable du Pôle Stratégie et Animation de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

La Région rappelle l'importance de la transparence des continuités écologiques des infrastructures linéaires de transport à travers le SRADDET<sup>1</sup> voté en 2019 et arrêté en avril 2020. Il s'agit en particulier, d'accroître la connaissance sur les secteurs accidentogènes pour la faune sauvage afin de résorber les points noirs et de contribuer au rétablissement des continuités écologiques.

La Région appelle les gestionnaires qui ne l'ont pas encore fait, à rejoindre le dispositif de collecte de données de collision sur leur réseau et à échanger leurs retours d'expériences. La mise en œuvre des bonnes pratiques permettra de prévenir et de corriger les discontinuités écologiques sur les infrastructures linéaires de transport.

La Région indique les dispositions prises pour stimuler la relance dans un cadre plus large. En effet, l'assemblée plénière a voté en juillet 2020 le plan de relance régional intitulé « Une Région qui réconcilie économie et environnement ». Le volet environnement comprend 4 axes afin de mobiliser les acteurs pour reconquérir la biodiversité :

- Les Territoires engagés pour la nature (TEN)
- La protection des espèces et des espaces remarquables
- L'intégration de la biodiversité dans les filières et politiques sectorielles
- Le partage de la connaissance, grâce à l'observatoire régional de la biodiversité et au nouveau portail régional mis en service au printemps 2020 qui a vocation à être un centre de ressources pour tous les acteurs de la Région. Il comprend des données sur la flore et les habitats (PIFH<sup>2</sup>), sur la faune invertébrée et vertébrée, et sur les interactions homme-biodiversité. Les données cartographiques des points de collision de la faune sauvage ont vocation à intégrer ce portail.

C'est dans ce cadre qu'a été voté le plan en faveur des arbres champêtres et urbains. Il s'agit de souligner la dimension multifonctionnelle de l'arbre hors forêt, afin de le prendre en compte dans toutes ses composantes : écologique, environnementale, sociale,

---

1 SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des territoires

2 PIFH : Pôle d'information sur la flore et les habitats



adaptation au changement climatique, dans les aménagements et les politiques de l'ensemble des acteurs régionaux (lycées, vélo routes voies vertes, routes et abords de gare). C'est dans ce contexte qu'est créé un centre de ressource sur l'arbre champêtre et urbain avec l'URCAUE<sup>3</sup> et la mission haies.

En complément des éléments développés par la Région, la DREAL souligne que malgré le contexte sanitaire particulier de l'année 2020, il a été possible de maintenir la journée de terrain en septembre, mais nous contraint à organiser la séance plénière du GEIST en distanciel.

Le contexte sanitaire a remis sous les projecteurs les enjeux liés à la préservation de la biodiversité et indique que le Plan de relance de l'État, intitulé « France Relance » est très teinté par les enjeux de transition écologique et de biodiversité, ce qui est assez rare pour être souligné. Le plan de relance comprend en particulier un soutien à la restauration des continuités écologiques, à la protection et à la mise en valeur des espaces protégés au titre de la biodiversité.

L'année dernière, l'action 39 du Plan national biodiversité permettait d'apporter une aide à la résorption des discontinuités écologiques liées aux infrastructures. Cette année, cette action est renforcée par le Plan de relance qui apporte son soutien financier.

Comme l'a souligné la Région, le plan d'action sur la biodiversité est partagé entre l'État et la Région. À noter également, qu'un nouveau chantier piloté par le Service Eau Hydroélectricité Nature (SEHN) de la DREAL s'ouvre en 2021 pour questionner et préciser la stratégie régionale des aires protégées jusqu'en 2030.

### **3 - Déclinaison régionale du volet biodiversité du plan de relance national (France Relance) - AAP « Restauration écologique et aires protégées »**

La présentation de la DREAL (M. Michaud) est disponible en pièce jointe. Les questions posées lors des échanges se rapportent aux sujets suivants :

Les informations sur l'AAP Plan de Relance et le dossier type sont accessibles sur le site internet de la DREAL / Rubrique à la une, à l'adresse suivante :

<http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/france-relance-appel-a-projets-restauration-a18950.html>

Toute question relative au plan de relance et le dépôt des dossiers se fait sur la boîte mail : [relance-biodiversite.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:relance-biodiversite.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr)

Il existe à ce jour plusieurs modalités pour financer les projets éligibles au plan de relance de l'État, par la DREAL, l'OFB et les agences de l'eau. Compte tenu des délais, et des informations non disponibles à ce jour, il est proposé aux gestionnaires ayant des projets prêts à démarrer, de déposer un dossier à l'AAP régional DREAL du Plan de Relance. En fonction de la maturité du projet, de sa qualité et de la mobilisation de l'enveloppe régionale, le dossier pourra être transmis par la DREAL à l'OFB. L'AAP national de l'OFB

---

3 URCAUE : Union Régionale des Conseils d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement



intitulé MOB biodiversité est disponible à l'adresse suivante : <https://www.ofb.gouv.fr/actualites/mise-en-oeuvre-du-plan-france-relance-lofb-linitiative-de-deux-appels-projets> .

Les projets sélectionnés sur l'AAP régional Plan de relance devront répondre à plusieurs critères :

- Les dossiers devront principalement démontrer la capacité du maître d'ouvrage à engager les travaux en 2021, ainsi que des gains écologiques et de biodiversité significatifs.
- Les dossiers de travaux sont prioritaires. Le financement des études préalables aux travaux sera étudié au cas par cas si elles peuvent permettre l'engagement et la réalisation des travaux rapidement.

Compte tenu des délais contraints de l'appel à projet, il n'est pas attendu un niveau de détail très poussé des dossiers qui seront déposés (voir pièces exigées dans la note de cadrage de l'AAP).

Pour les collectivités, le cofinancement de l'État ne pourra excéder 80 %. Un cofinancement Région est néanmoins possible. Les cofinancements entre les différents opérateurs (DREAL, OFB, Agences de l'Eau) du plan de relance ne sont pas possibles.

#### **4 - Appel A Projets Biodiversité ordinaire de la Région**

La présentation est faite par Nicolas Bousselin, Responsable du Service territoires, de la Direction de l'environnement et de l'énergie. En complément, la présentation a suscité les demandes de compléments suivantes :

Les projets financés par la Région sur l'AAP, concernent très majoritairement des opérations d'investissement. Ils ont vocation à être innovants, structurants à impulser de nouvelles dynamiques. En amont de la constitution du dossier, il est suggéré de prendre contact avec l'équipe territoriale de la Région qui instruit les demandes de subvention à l'adresse suivante, afin de s'assurer des critères d'éligibilité de l'opération :

[aapbiodivord@auvergnerhonealpes.fr](mailto:aapbiodivord@auvergnerhonealpes.fr)

Les dossiers peuvent être déposés au fil de l'eau et sont ensuite présentés à un comité de notation avant d'être proposés, s'ils sont sélectionnés, au vote de la commission permanente. Ces comités de notation se réunissent à minima et fonction du nombre de dossiers 3 fois par an. En 2021, compte tenu des élections en juin, la Région indique qu'il serait judicieux de déposer les dossiers concernant cet AAP fin janvier / mi-février, afin qu'ils soient examinés à la commission permanente du mois de juin.

A titre d'exemple en 2020, les projets ont été financés sur cet AAP pour un montant global de l'ordre de 500 000 €.

#### **5 - La séquence ERC appliquée aux ILT**

La présentation est faite par Olivier Richard, Chef du pôle Politique de la nature, de la DREAL AURA. Des questions ont suivi cette présentation :



Il arrive que les accotements et les bords de route abritent des espèces protégées susceptibles d'être impactées lors de l'entretien courant. La réglementation s'applique-t-elle ?

La réglementation s'applique. Néanmoins, le maître d'ouvrage peut rédiger un document méthodologique qui présente les mesures qu'il met en œuvre pour réduire les impacts sur les espèces protégées (espèces cibles, périodes d'intervention, absence de produits phytosanitaires, stockage de branchages issus de coupes sous forme d'andains favorables à la faune ...). Ce document peut ensuite être envoyé aux services de la DREAL pour information. Il ne donnera pas lieu à la réalisation d'une procédure de dérogation à la protection des espèces, mais garantira la définition des bonnes pratiques par le gestionnaire en mettant en place les mesures de réduction d'impacts. La priorité de l'instruction DREAL est centrée sur les dossiers faisant l'objet d'une procédure de dérogation.

Comment s'assurer que la priorité est donnée à l'évitement dans l'application de la séquence ERC, et que les projets ne ciblent pas directement des mesures de compensation ?

L'instruction des demandes de dérogation est guidée par le code de l'environnement qui prévoit expressément que le dossier démontre l'absence de solutions alternatives aux différentes échelles du projet. Par exemple, ne faut-il mieux pas développer un service de train ou l'aménagement de la route existante avant d'envisager la création d'une nouvelle route ?

Si dans certains dossiers anciens, cette réflexion n'avait pas été intégrée dès le démarrage du projet, les dossiers actuellement déposés détaillent l'absence de solution alternative et les mesures d'évitement. La réflexion du porteur de projet doit être étayée par une analyse multicritère.

Les services instructeurs, la pression citoyenne et associative, et le contentieux concourent à l'analyse des solutions alternatives, et à la mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction d'impact.

Que se passe-t-il lorsqu'une mesure n'atteint pas le résultat attendu malgré le respect des prescriptions ?

Les mesures prises en faveur de la biodiversité font l'objet d'une obligation de résultats et non de moyens. Des mesures correctrices doivent être proposées. Le service instructeur doit être tenu informé des mesures correctrices mises en œuvre. Dans le cas général, la DREAL entretient de bonnes relations avec les porteurs de projet. Néanmoins, chaque année, la DREAL élabore conjointement avec l'OFB et la DDT une politique de contrôles qui peuvent déboucher sur rapport en manquement administratif ou des poursuites judiciaires si les prescriptions de l'arrêté n'étaient pas respectées.

Comment protéger le foncier aux abords des passages à faune notamment par rapport à des travaux forestiers, agricoles, afin de garantir son efficacité ?

Une partie de la fonctionnalité des passages à faune est garantie par les mesures inscrites à l'arrêté préfectoral. En complément, il peut être nécessaire de prendre des mesures hors emprise du projet. Elles sont actées par des conventions ou des obligations réelles environnementales (ORE) afin de formaliser les servitudes liées à la biodiversité, par exemple lors d'aménagements fonciers avec des clauses spécifiques pour la biodiversité.



### Comment déterminer les secteurs potentiels de compensation des continuités écologiques sur le territoire en fonction des enjeux du SRADDET ?

Le choix des mesures compensatoires est difficile, car il doit se faire en lien avec le type d'impact sur les continuités écologiques, les espèces et les habitats impactés, mais également en lien avec les documents de cadrage régionaux. La loi Biodiversité a prévu un dispositif de compensation par l'offre pour essayer de planifier la compensation, mais dans les faits, rien n'est encore opérationnel. Il est donc nécessaire d'anticiper pour élaborer les mesures compensatoires, pour trouver du foncier disponible, et motiver les agriculteurs et les acteurs du territoire à établir des conventions.

Le temps d'instruction de la procédure de dérogation à la protection des espèces est généralement de l'ordre d'une année. La note de doctrine de cadrage méthodologique de la DREAL est disponible sur son site internet à l'adresse suivante :

[www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/la-procedure-de-derogation-a-la-protection-des-r4274.html](http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/la-procedure-de-derogation-a-la-protection-des-r4274.html)

## **6 - Rex sur le suivi des passages à Chiroptères du réseau Vinci- ASF**

La présentation est réalisée par Mathieu Bourboulon de Vinci-Autoroutes. Les demandes de compléments sont les suivantes :

### Les chauves souris se déplacent par écholocation. Pourraient-elles être déstabilisées par les matériaux constituant l'ouvrage de franchissement ?

Oui, en fonction des matériaux utilisés, la détection par écholocation de l'ouvrage pourra être plus ou moins bonne. Les passages à chiroptères ont été installés à titre expérimental. La question de la rugosité est un paramètre important, et pourrait contribuer à expliquer pourquoi deux des ouvrages sont moins utilisés que ce à quoi on pouvait s'attendre.

### Quels sont les critères utilisés pour le positionnement des 2 chiroducts, puisque l'un d'entre eux semble plus fonctionnel, très certainement en raison du massif boisé ?

Des études techniques ont été réalisées pour déterminer le positionnement des ouvrages en concertation avec les acteurs locaux. La localisation des corridors écologiques et du contexte paysager sont deux critères importants. Mais c'est parfois la position des fondations des ouvrages qui a pu être déterminante dans le positionnement. Par exemple le chiroduc du Millonnais est légèrement décalé par rapport à la position du corridor.

### Comment expliquer les différences de franchissement entre les différents chiroducts de l'A89 et l'A 83 ?

La présence d'un corridor très largement fréquenté avant la mise en place de l'ouvrage (présence de l'ancienne voie ferrée boisée) est un facteur explicatif important. Ensuite, les protocoles ne sont pas identiques entre les 2 ouvrages en raison du caractère très expérimental des premières installations. L'utilisation de protocoles "Avant/Après mise en place de l'ouvrage" permet d'avoir une analyse de l'évolution de la situation. Les matériaux utilisés pour les ouvrages ont également pu jouer.



## 7 - Parution de deux guides Cerema

Le guide l'évaluation environnementale est à télécharger sur le site du Cerema et le guide sur les passages à faune est à paraître en 2021.



## 8 - La Trame noire et les ILT

La présentation est réalisée par Samuel BUSSON et Paul VERNY du Cerema Méditerranée. En complément, le Cerema a rédigé la série de fiches AUBE (Aménagement, urbanisme, biodiversité, éclairage). Elle incite à concevoir l'éclairage différemment par l'intégration conjointe des enjeux de biodiversité, d'usage et d'économie d'énergie. Elle décrypte aussi l'arrêté ministériel du 27 décembre 2018 portant sur les nuisances lumineuses. Les fiches sont disponibles en téléchargement sur le site du Cerema.

<https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/aube-amenagement-urbanisme-biodiversite-eclairage>

## 9 - La cartographie régionale des collisions

Frédéric Berlioz du Cerema Centre-Est présente les résultats obtenus pour la cartographie régionale 2020 des points de collisions pour la Faune sauvage sur les ILT. L'étude complète est jointe au compte rendu.

La LPO a également réalisé une plaquette d'information et une vidéo sur le sujet des collisions sur le territoire du CVB Rovaltain qui peuvent être consultés sur le site de la LPO de la Drôme.

<http://www.lpo-drome.fr/tvb/cvb-grand-rovaltain/d4/>

## 10 - Point d'avancement du programme 2020 et perspectives 2021

En 2020, la Région a suggéré au Cérama de répondre à l'AMP partenaire Biodiversité et lui a attribué une subvention pour les opérations à réaliser en 2020. Ces dernières concernent



l'organisation des réunions du GEIST, la base de données collision et la cartographie régionale, la diffusion des retours d'expérience des gestionnaires sur la restauration des continuités écologiques. Un autre volet, qui n'a pas été réalisé en 2020 mais qui reste d'actualité est l'analyse des besoins des gestionnaires pour les inciter à récolter des données de collision de faune sauvage sur leur réseau au cours de leur surveillance du réseau.

#### Les retours d'expérience :

La diffusion des retours d'expérience par les gestionnaires est un besoin exprimé lors du GEIST 2019. Pour diffuser leur retour d'expérience, les gestionnaires peuvent utiliser le Centre de ressource de la Trame verte et Bleue. La note en pièce jointe présente les 3 possibilités offertes pour publier et valoriser leurs réalisations.

#### La saisie des données de collision par les gestionnaires

Afin de promouvoir l'enregistrement des données de collision faune par les gestionnaires sur leur réseau, il est prévu que le Cerema étudie les pratiques des gestionnaires au cours de leur patrouille et propose en fonction de leurs besoins, un outil d'aide à la collecte. Développé par le Cerema, SCOUT pour Système de Collecte Universel de données de Terrain peut faciliter le recueil et la capitalisation des données de collision faune par les patrouilles. Via un smartphone, SCOUT permet de relever les coordonnées du point de collecte, de prendre et d'enregistrer des photos et de proposer un formulaire type avec des champs de saisie facultatifs et/ou obligatoires. Cette aide à la collecte peut aider les gestionnaires à obtenir des données protocolées et garantir leur bonne intégration dans la base régionale. Il serait alors possible que le gestionnaire obtienne des données géoréférencées, qu'il pourrait exploiter lui-même à des fins propres et/ou transmettre au Cerema pour incrémenter la base de données régionale. L'outil est gratuit et disponible en téléchargement pour Android. En 2021, le Cerema Centre-est pourrait réaliser un formulaire la saisie des données de collision avec par exemple des menus déroulants pour faciliter la saisie des agents de terrain au cours de leur surveillance du réseau.

Pour plus d'informations, vous pouvez vous reporter aux différents articles consacrés à l'outil sur le site du Cerema, aux adresses suivantes.

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/scout-systeme-collecte-universel-terrain-application>  
<https://www.cerema.fr/fr/actualites/scout-toujours-pret-betatest-reussi-outil-numerique>  
<https://www.cerema.fr/fr/actualites/scout-toujours-plus-plus-utilisateurs-plus-possibilites-plus?folder=6156>  
<https://www.cerema.fr/fr/actualites/scout-fait-peau-neuve-decouvrez-nouvelle-version-outil>

Cet outil ne se substitue aucunement aux outils de sciences participatives Visionature et Vigifaune qu'il faut continuer à utiliser et promouvoir auprès des citoyens, adhérents, bénévoles. Un système issu de l'application SCOUT permettrait à un utilisateur gestionnaire de pouvoir analyser lui-même ses données s'il en éprouve le besoin, de les reverser à la base de données régionale afin de conserver le caractère protocolé des relevés sans qu'ils soient considérés comme des collectes opportunistes.

Lors de la discussion avec les gestionnaires, il apparaît important de bien analyser les contextes et les besoins qui peuvent être très différents d'un gestionnaire à l'autre. En effet, les mains courantes peuvent exister sous forme papier ou numérique, et il semble important de définir les données qui seront saisies en partenariat avec les équipes d'agents de terrain pour recueillir leur adhésion.



Le département des Pyrénées atlantiques s'est doté d'un tel système, qui est mentionné sur son site internet à l'adresse suivante : <https://www.le64.fr/projet-animo>

Les prochaines échéances sont liées au comité de pilotage qui se déroulera le 29 janvier 2021.